

Le roi d'Italie ratifie par décrets les traités de Versailles et de Saint-Germain.

LE GOUVERNEMENT FIXE LA DATE DES ÉLECTIONS

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.244. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Tadié, fondateur.

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 75-00. — Adresse Mgr. : Excel-Paris.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

20, rue d'Angoulême, Paris.

MERCREDI  
8  
OCTOBRE  
1919

Tu supportes des injustices; console-toi : le vrai malheur est d'en commettre.  
DÉMOCRATE.

## L'OUVERTURE DE LA NOUVELLE SESSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A BERLIN



M. PAYER

M. BELL

M. SCHEIDEMANN (à droite)

L'Assemblée nationale allemande vient de se réunir à Berlin pour une nouvelle session. Voici, arrivant à la première séance, quelques-unes des personnalités les plus marquantes : M. Payer, M. Bell, qui fut l'un des deux signataires allemands du traité de paix de Versailles; M. Scheidemann, ancien président

M. DERNBURG (à gauche)

M. GRÖBER

M<sup>me</sup> M. JUCHAZ

du Conseil; M. Dernburg; M. Grœber, du centre, et une femme député, M<sup>me</sup> Marie Juchaz. L'Assemblée nationale a fixé, dès le début, et avec beaucoup de précision, la tâche de la commission chargée d'enquêter sur les responsabilités de la guerre, celles des puissances centrales et celles qu'elle impute aux Alliés.

## M. LUCIEN GUITRY RÉPÊTE GÉNÉRALEMENT CE SOIR AVEC SON FILS SACHA GUITRY UNE PIÈCE NOUVELLE DE CELUI-CI INTITULÉE : "MON PÈRE AVAIT RAISON"



DEUX DES SCÈNES PRINCIPALES : 1<sup>re</sup> M. LUCIEN GUITRY, M. SACHA GUITRY ET M<sup>me</sup> YVONNE PRINTEMPS-GUITRY; 2<sup>e</sup> LE FILS ET LE PÈRE

C'est la première grande "première" de la saison dont le théâtre de la Porte-Saint-Martin va donner, ce soir, la répétition générale. Depuis plusieurs jours elle est remise "au lendemain", du fait de la grève de la Fédération du spectacle. Hier soir, un accord étant intervenu et la grève étant terminée, la géné-

rale de "Mon père avait raison" pourra être donnée aujourd'hui. Voici — véritable primeur photographique — deux clichés pris hier au cours de la dernière répétition, dite des couturières. Ils fixent deux des scènes significatives de l'ouvrage, parmi les plus spirituelles et les plus émouvantes. — Phot. Delphi.

Ayuntamiento de Madrid



## LA RÉFORME ÉLECTORALE

## LA CHAMBRE A VOTÉ LE PROJET RELATIF AU SECTIONNEMENT

Elle l'avait rejeté le 11 septembre ; elle l'a adopté, hier, par 355 voix contre 150.

L'abbé Lemire ayant fait observer que les rectifications de vote donnaient une majorité à l'amendement d'abord rejeté, l'Assemblée est revenue sur sa décision.

La commission du suffrage universel va fixer les départements qui devront être sectionnés.

La Chambre a repris, hier, en seconde lecture, la discussion du projet relatif aux sectionnements électoraux et à l'impression et à la distribution des bulletins de vote et des circulaires.

Le texte présenté par la commission portait qu'aucun département ne serait sectionné.

On sait qu'au cours de la précédente délibération la Chambre avait repoussé à deux voix de majorité — par 213 voix contre 211 — un amendement de M. Peyroux, qui prévoyait une exception pour le département de la Seine. L'abbé Lemire le rap-



M. ALEXANDRE VARENNE, Président de la commission du suffrage universel. (Ph. Henri Manuel.)

pela, faisant observer que, si l'on voulait tenir compte des rectifications de vote, cet amendement avait été adopté. Aussi proposa-t-il, d'accord avec M. Peyroux, de le reprendre et de décider que « seul » le département de la Seine serait sectionné.

Le projet, dit M. Peyroux, de diviser la Seine en deux circonscriptions : Paris d'une part, la banlieue, d'autre part. Le régime administratif de Paris diffère, en effet, de celui de la banlieue, et la capitale n'a pas les mêmes intérêts économiques que les communes qui l'entourent.

Adversaire de tout sectionnement, M. Bracke combattit l'amendement Peyroux. En réalité, dit-il, on ne peut invoquer qu'une difficulté matérielle. C'est une affaire de bonne organisation des bureaux de vote.

Le député socialiste de la Seine soutint d'ailleurs qu'en décidant de diviser le département de la Seine on allait ouvrir la porte à d'autres sectionnements...

C'était inévitable, en effet.

— Pourquoi ne pas sectionner le Nord ? dit M. Guislin.

— Et le Pas-de-Calais ? demanda M. Cadot.

Plus de deux cents députés étaient en séance. La discussion s'anima.

Partisan de l'amendement Peyroux, M. Pouché déclara que laisser le collège électoral de la Seine sans sectionnement était fournir un champ formidable à un essai de plébiscite.

De même, dit-il, qu'il y a une antinomie absolue à défendre un candidat de se présenter à la fois dans deux petites circonscriptions, alors qu'on va permettre aux candidats de la Seine de se présenter devant un collège électoral de 1.100.000 électeurs !

On vota au milieu d'une extrême confusion. Revenant sur sa décision antérieure, la Chambre décida, par 355 voix contre 151, qu'une section pourrait être faite au principe posé par l'article premier. A la demande de M. J.-L. Breton, elle décida ensuite, par 317 voix contre 173, que cette exception pourrait être faite pour d'autres départements que la Seine.

Et, comme il y avait lieu d'énumérer les départements devant être sectionnés, elle renvoya l'article premier à la commission du suffrage universel.

La Chambre adopta ensuite les articles 2 à 6 du projet aux termes desquels l'impression et la distribution de tous les bulletins de vote et, éventuellement, des circulaires, seront confiées aux soins d'une commission composée des mandataires des listes en présence et présidée par le président du tribunal civil.

Deux bulletins, l'un chaque liste et, s'il y a lieu, un troisième de chaque liste, seront envoyés à chaque électeur sous enveloppe fermée. En outre, des bulletins seront mis dans les bureaux de vote à la disposition des électeurs.

Les frais seront à la charge des candidats et répartis entre les listes.

La discussion continuera ce matin.

La commission revient à son projet primitif.

La commission du suffrage universel s'est réunie dans l'après-midi pour examiner la situation créée par le vote de la Chambre relativement aux sectionnements.

Estimant qu'il annulait le vote précédent de l'amendement Lemire, qui stipulait qu'aucun département ne devait être sectionné, elle a décidé de reprendre et de soumettre à nouveau à la Chambre les sectionnements qu'elle lui avait proposés, et qui visaient, en dehors de la Seine, plusieurs autres départements.

La commission s'est entendue ensuite M. Pams, ministre de l'Intérieur, et M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, sur le projet relatif à la date et à l'ordre des élections, projet déposé sur le bureau de la Chambre au début de la séance.

Elle statuera aujourd'hui sur ce projet.

## LE MOIS PROCHAIN : TOUS AUX URNES

## LE PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT SUR LA DATE DES ÉLECTIONS

## LA QUESTION DE CONFIANCE SERA POSÉE SUR LA PRIORITÉ DU SCRUTIN LÉGISLATIF

M. Clemenceau a annoncé qu'il quitterait le pouvoir aussitôt après les élections.

La désignation du président de la République aurait lieu le 3 février 1920.

Un fait est aujourd'hui certain. Le gouvernement entend que les élections législatives aient lieu les premières.

M. Clemenceau, s'entretenant avec plusieurs députés, parmi lesquels MM. Bouilloux-Lafont, Le Cherpy, Pacaud, Talon et Balthazard, a même déclaré qu'il poserait à ce sujet la question de confiance.

C'est à la commission du suffrage universel que l'ordre des élections sera discuté tout d'abord.

Plusieurs députés demandèrent, en effet, par voie d'amendement, que les élections municipales aient lieu les premières et les élections législatives en dernier lieu. Ils font observer que la Chambre est la dernière assemblée dont les pouvoirs ont été prorogés et soutiennent que, nombre d'entre eux devant être candidats au Sénat, il est inutile de les obliger auparavant à solliciter le renouvellement de leur mandat.

En séance publique, quelques jours plus tard, le débat ne pourra manquer de prendre une certaine ampleur. C'est sur cette question, en effet, que les adversaires du cabinet devront lui livrer bataille. M. Clemenceau étant décidé à ne pas se prêter à un autre débat sur la politique générale du gouvernement. Avant pris, a-t-il dit, la ferme résolution de quitter le pouvoir après les élections, il refuserait de s'expliquer sur la politique future du ministère qu'il préside, celui-ci devant disparaître avec lui.

L'exposé des motifs du projet déposé hier par le gouvernement envisage, d'autre part, pour le 3 février seulement — au lieu du 17 janvier — l'élection du président de la République. Il dit à ce sujet :

« Les pouvoirs du président de la République viennent à expiration le 18 février prochain, et, par application de l'article 3 de la loi constitutionnelle du 16 juillet

1875, c'est le 17 janvier, au plus tard, que normalement le Congrès devra être réuni. Il peut, à l'extrême rigueur, et selon l'article 3 de la même loi constitutionnelle, ne se réunir que le 3 février. Il faut qu'avant ce moment la Chambre des députés et les deux séries sorties du Sénat aient été soumises à la réélection.

Voici, d'ailleurs, le texte du projet déposé, hier, sur le bureau de la Chambre :

Article premier. — Le renouvellement intégral de la Chambre des députés est fixé au dimanche 16 novembre 1919.

La onzième législature prendra fin le 7 décembre 1919, et les pouvoirs de la douzième législature commenceront le 31 mai 1920.

Article 2. — Le renouvellement intégral des conseils municipaux est fixé au dimanche 23 novembre 1919.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 3. — Le renouvellement des deux séries des conseils généraux et des conseils d'arrondissement est fixé au dimanche 14 décembre 1919.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 4. — Le renouvellement des séries B et C du Sénat est, ainsi que les élections partielles nécessaires pour combler les vacances de la série A, fixé au dimanche 11 janvier 1920.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 5. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 6. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 7. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 8. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 9. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 10. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 11. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 12. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 13. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 14. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 15. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 16. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 17. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 18. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 19. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 20. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 21. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 22. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 23. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 24. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 25. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 26. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 27. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 28. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 29. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 30. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 31. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 32. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 33. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 34. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 35. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 36. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 37. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 38. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 39. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 40. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 41. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 42. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 43. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 44. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 45. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 46. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 47. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 48. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 49. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis, hier après-midi, à 2 heures, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Le Conseil a délibéré sur le projet portant fixation de la date d'expiration des pouvoirs de la Chambre, ainsi que de l'ordre et de la date des élections.

En ce qui concerne l'expiration des pouvoirs de la Chambre, la date en a été fixée au 7 décembre. Quant à la date des élections législatives, auxquelles il sera procédé avant toutes autres, elle a été fixée au 16 novembre.

Au début de la séance de la Chambre, M. Pams a déposé, hier, le projet de loi, qui a été immédiatement renvoyé pour examen à la commission du suffrage universel.

## LE CALENDRIER ÉLECTORAL PROPOSÉ

ELECTIONS LEGISLATIVES : 16 NOVEMBRE (1<sup>re</sup> tour) ; 30 NOVEMBRE (2<sup>e</sup> tour), si le quotient n'est pas atteint ou si le nombre des votants n'est pas supérieur à la moyenne des inscrits.

ELECTIONS MUNICIPALES : 23 NOVEMBRE (1<sup>er</sup> tour) ; 30 NOVEMBRE (2<sup>e</sup> tour).

ELECTIONS DES MAIRES ET DES DELEGUES SENATORIAUX : 7 DECEMBRE.

ELECTIONS DES CONSEILLERS GÉNÉRAUX ET D'ARRONDISSEMENT (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séries) : 14 DECEMBRE (1<sup>er</sup> tour) ; 21 DECEMBRE (2<sup>e</sup> tour).

ELECTIONS SENATORIALES : 11 JANVIER 1920.

1875, c'est le 17 janvier, au plus tard, que normalement le Congrès devra être réuni. Il peut, à l'extrême rigueur, et selon l'article 3 de la même loi constitutionnelle, ne se réunir que le 3 février. Il faut qu'avant ce moment la Chambre des députés et les deux séries sorties du Sénat aient été soumises à la réélection.

Voici, d'ailleurs, le texte du projet déposé, hier, sur le bureau de la Chambre :

Article premier. — Le renouvellement intégral de la Chambre des députés est fixé au dimanche 16 novembre 1919.

La onzième législature prendra fin le 7 décembre 1919, et les pouvoirs de la douzième législature commenceront le 31 mai 1920.

Article 2. — Le renouvellement intégral des conseils municipaux est fixé au dimanche 23 novembre 1919.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 3. — Le renouvellement des deux séries des conseils généraux et des conseils d'arrondissement est fixé au dimanche 14 décembre 1919.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 4. — Le renouvellement des séries B et C du Sénat est, ainsi que les élections partielles nécessaires pour combler les vacances de la série A, fixé au dimanche 11 janvier 1920.

Les pouvoirs des membres de ces assemblées prendront fin le premier dimanche de mai 1920.

Article 5. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 6. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 7. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 8. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 9. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 10. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 11. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 12. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 13. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 14. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 15. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 16. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 17. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 18. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 19. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 20. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 21. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 22. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 23. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 24. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 25. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 26. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 27. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 28. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 29. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 30. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 31. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 32. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 33. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 34. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 35. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 36. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 37. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 38. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 39. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 40. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.

Article 41. — Les collèges électoraux seront convoqués, dans la forme et les délais ordinaires, aux dates ci-dessus indiquées, et cette convocation marquera l'ouverture de la période électorale.







THÉÂTRE Le T

Or, un certain jour, ledit maître, enclenché d'un caillou qui venait de découvrir, sauta à la hauteur maitre de la voie pour examiner les travaux de la sa chambre de géologie qui eût été promptement terminée, si le conducteur d'un train qui arrivait n'eût brusquement bloqué ses freins.

Et c'est ici que la grève survint. Tous les employés et travailleurs de la petite ligne se croisèrent les bras et ne consentirent à reprendre l'ouvrage que lorsque le conducteur coupable eut fait l'aveu de ses fautes pour avoir manqué une aussi belle occasion d'envoyer *ad patres* celui qui avait, autrefois, arrêté le grand patriote allemand.

### *Descendants de révolutionnaire.*

Son fils entra dans les bureaux du ministère de la Marine, et son petit-fils mourut en 1888, à soixante-huit ans, à Paris, rue du Dragon ; il était commis principal au ministère de la Marine. Un autre de ses petits-fils était restaurateur à Moscou, et le fils de ce dernier a été massacré, l'an dernier, par les bolcheviks.

Un frère de Fabre d'Églantine entra dans l'armée et parvint au grade de général sous le nom de Fabredont. Le petit-fils de ce dernier finit plutôt mal en février 1889 ; mais à quoi bon réveiller une affaire pénible ?

## PONT DES ARTS

Régionalement, les candidats aux grands prix de Rome de 1919, grands prix que l'Académie des Beaux-Arts commencera de décerner samedi prochain, se classent, et très largement, en faveur de Paris et de sa banlieue, qui ne comptent pas moins de vingt-quatre lauréats sur cinquante.

Bécat, Gén. Laugrange : les sculpteurs Casson, Janniot, Dolamarre, Yrondi : les graveurs et médailleurs Lavallière, Bazor, Dudouit et Mme Moreux ; le graveur en taille douce Peccard ; les architectes Melendes, Paulty, Fromage, Dauphin, Jacob : les musiciens Ibert et de Pezzer, E. la banlieue a donné le peintre Roux, le graveur en médailles Turin, le graveur en taille douce Soussignan Binet, les architectes Girardin et Carré.

Le Midi est représenté par cinq peintres MM. Bezaume, Bizzi, Hagan, Mlle Cormier et M. Pont : par un sculpteur, le Toulousain Sa-

raideuses"; par un graveur en taille douce, M. Marcelin Héran; par un architecte, M. Sollier, de Bordeaux; et par un musicien, Mlle Canal, de Toulouse. Ajoutons, au compte du Midi, le sculpteur corse Aubine, et le peintre algérien Assus.

L'Alsace a un architecte, M. Haffner, de Saint-Marie-aux-Mines; la Lorraine, un graveur en taille douce, M. Godard, de Vauquois; la Belgique, un graveur en taille douce, M. Degezere, né de parents français; l'Alsace, un musicien, M. Delmas, de Saint-Quentin; le Nord, deux sculpteurs, MM. Bollaig et Jernaux; et un musicien, M. Becker.

Rome, avec un sculpteur, M. Petit, et un graveur en taille douce, M. Paulin ; l'Orléanais, avec un sculpteur, M. Malfroy, et un graveur en médailles, M. Bruno ; le Maine et la Normandie, avec les graveurs en taille douce Matosse et Decaris ; le Lyonnais, avec un architecte, M. Giroud, et le Poitou, avec un musicien noble.

Notre collaborateur M. Jacques Bainville qui passe à bon droit pour un des observateurs les plus pénétrants et les plus sagaces des faits contemporains, publie un livre qui rendra d'immenses services. Après la guerre : comment placer sa fortune constitue un guide méthodique que tous les détenteurs de capitaux, grands moyens et petits, auront profit à lire et plaisir à lire.

aussi, car, la documentation, au raisonnement  
au bon sens et à la perspicacité, l'ouvrage joint  
cette clarté qui est, pour ainsi dire, la marque  
de fabrique de l'auteur.

---

Après avoir rendu hommage à la mémoire de  
Jean Jullien, l'écrivain si digne et si sincère, trop  
tôt enlevé aux lettres françaises, qui, pendant

les heures difficiles de la guerre, avait bien voulu remplir par intérim les fonctions de délégué général de la Société des Gens de Lettres. Le comité vient de nommer à ce poste important, qui est la direction de tous ses services administratifs, M. Georges Robert, docteur en droit, avocat-agréé à Lyon.

Dans le prochain numéro de la *Grande Revue*, M. Marcel Laurent continue la publication de son étude sur *Nos gouvernements de guerre* et l'expose, avec des documents nouveaux, les travaux du cabinet Poincaré. Dans le même numéro, à signaler un beau poème de M. Pierre Drieu La Rochelle.

Neuf cents gabelles, qui appartiennent autrefois à la cour d'Autriche, seront vendus prochainement à Vienne. Le produit de cette vente évalué à deux cents millions, permettra de ravitailler Vienne pendant neuf jours.

LE VILLEUR.

DISTRIBUÉ HIER

sacre le plus grand effort vers le bien qu'a  
jamais tenté l'humanité. Tâche immense  
pour laquelle il serait injuste et misérab  
de s'en tenir à relever seulement les m  
reurs et de ne pas mettre en pleine l  
mière les grands résultats. »

« Ainsi se présente ce traité, qui vaudrait surtout par son exécution; il est, comme toute chose humaine, imparfait, mais qui s'en détournera quand il s'agit d'une entreprise presque surhumaine ? Qui osera

**Ce qui reste à faire**

« Du jugement que nous avons porté sur le traité doivent découler nos dernières conclusions.

Et, rapidement, M. Léon Bourgeois traite la tâche du gouvernement — qui doit compléter nos traités d'alliance par des conventions d'exécution — et la tâche de la France — tâche d'union, de travail, de paix intérieure :

sion des guerres étrangères pour favoriser le développement des guerres civiles ; l'ultime des classes, c'est la guerre civile à l'intérieur de tous les pays, c'est le retour universel de toutes les violences que nous avons combattues et condamnées. Nous sommes pas de l'un ou de l'autre côté de la barricade. Bas les armes ! nous voulons élever debout sur les débris nivélés de la

Tels sont les points essentiels du rapport qui doit venir en discussion demain devant le Sénat.

\_\_\_\_\_







